lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 155 — SEMAINE DU 17 AU 23 AOUT 1971 — PRIX : 2 F

La crise du dollar précipitera-t-elle l'Europe dans le chômage ?

REVUE DE PRESSE D'EXTREME GAUCHE

le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

2 août-29 août

L'organe du Parti Communiste International (tendance bordiguiste) intitule son éditorial :

« NIXON-MAO : UN MEME COMBAT »

Le Prolétaire **donne une explication essentiellement économique du voyage de Nixon en Chine :**

Qu'on se réjouisse ou qu'on s'en attriste cet épisode est d'abord significatif de l'entrée de la Chine dans le concert des grandes puissances. Il est vrai qu'elle y entre par la petite porte, bien plus comme client que comme fournisseur... Le seul problème étant de savoir qui, des U.S.A. ou du Japon, va profiter de l'ouverture de cet immense marché.

. . . . . .

Ce qui est certain c'est que l'ouverture de la Chine est, après les événements de Tchécoslovaquie, le deuxième coup de semonce de la saturation du marché mondial. C'est précisément au moment où les marchandises et les capitaux trouvent de plus en plus de difficultés à s'écouler que la diplomatie fait des prodiges et que les querelles « idéologiques » sont enterrées.

Il tire ensuite les conséquences politiques de ce voyage :

Aujourd'hui, il est probable que Pékin va user de toute sa persuasion pour faire accepter au Nord-Vietnam un compromis encore plus bâtard que celui de Genève. Ainsi sera scellé avec le sang des guerrilleros d'Indochine l'entrée de la Chine « rouge » dans le concert des grandes nations, et pourquoi pas... à l'O.N.U.

Enfin il redéveloppe sa conception de l'Etat chinois et de sa politique :

Bien davantage que l'analyse interne de la révolution bourgeoise qui fit surgir l'Etat chinois en 1949, c'est le caractère de sa politique extérieure qui nous renseigne sur sa nature de classe. Mouvement bourgeois, il se met d'emblée à utiliser les forces qu'il contrôle à l'échelle internationale, comme le fit l'Internationale stalinisée à partir des années 30, comme son agence diplomatique. Là s'arrête la comparaison, car si le capital peut s'emparer et utiliser, à son profit, une Internationale prolétarienne, ses partis et ses syndicats, **il ne peut les créer,** et c'est cela qui frappe dans le maoïsme international.

OSER LUTTER

JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE

Ce « journal marxiste-léniniste » est l'organe d'un petit groupe maoïste du même nom surtout actif à Issy-les-Moulineaux, une localité de la région parisienne. Ce numéro 9 se veut, en quelque sorte, le bilan d'un travail entrepris depuis de longs mois. Tout d'abord Oser Lutter **définit son champ d'action.**

La lutte de classes est partout et c'est vrai que, dans les transports, le logement, l'école, etc., il y a toujours un point de vue du capital et un point de vue du prolétariat, mais ces contradictions secondaires ont pour racines la contradiction principale, la violence faite à l'usine pour extorquer la plus-value.

Le point de rencontre de toutes ces contradictions c'est l'endroit où la classe ouvrière trouve son unité de classe : l'usine.

Ensuite, le journal aborde le problème des intellectuels révolutionnaires en ces termes :

Un autre fait notable est que la tâche de la **constitution d'un groupe révolutionnaire** dans une boîte, doit revenir à l'heure actuelle à un **intellectuel révolutionnaire.**

Ce fait, qui traduit l'absence généralisée de cadres prolétaires (que rencontre-t-on dans une boîte, à part, d'un côté des « délégués syndicaux », et de l'autre, des révoltés individuels ?) confirme aussi — comme la désaffection des travailleurs pour les syndicats et le P. « C » F. — que nous sommes bien dans une situation historique où font défaut la théorie et le parti révolutionnaire. De là notre double tâche dans l'étape actuelle : constituer par la pratique — et la théorie — et le parti.

Mais le plus important est de bien comprendre qu'aujourd'hui ces intellectuels révolutionnaires ne sont plus seuls : leur place s'inscrit, pour le moins, en creux dans le prolétariat — d'où la disparition progressive de l'aspect groupusculaire du mouvement, tenue en général par la bourgeoisie et les révisos pour un signe de faiblesse !

Outre l'optimisme quant à « la disparition progressive de l'aspect groupusculaire du mouvement » révolutionnaire on ne peut, entre autres, que contester l'affirmation selon laquelle « aujourd'hui **les intellectuels révolutionnaires ne sont plus seuls ». Bien avant Mai 68, les intellectuels révolutionnaires qui voulaient se lier à la classe ouvrière pouvaient le faire. Malheureusement, ils étaient peu nombreux, tout comme aujourd'hui d'ailleurs. Mais le prolétariat n'a aucune responsabilité dans cela.**

Le MONDE libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste — N° 167 • Janvier 1971 • 2 F

JUILLET-AOUT 1971

Dans son éditorial, le mensuel anarchiste indique les grands thèmes de propagande décidés, pour les mois à venir, par le dernier Congrès de la Fédération Anarchiste. Notons que, deux sur trois de ces thèmes — élections municipales et augmentations uniformes des salaires — sont justement ceux sur lesquels les révolutionnaires « autoritaires » sont intervenus ces derniers mois avec un relatif succès. Et ceci explique sans doute cela.

... l'unanimité s'est établie sur les sujets suivants, dont nous ferons l'armature de notre propagande au cours de l'exercice 1971-1972.

— Position succincte et claire des anarchistes face aux événements (notamment celle de notre abstention dans les élections municipales qui peut apparaître contradictoire venant de nous, communalistes).

— Gestion ouvrière telle que nous la concevons et qui nous permettra de distinguer nos positions de celles d'autres éléments sur cette question devenue à la mode sous l'appellation d'autogestion dont le pavillon couvre un certain nombre de marchandises.

— Enfin, découlant du problème précédent, celui de la hiérarchie des salaires qui constitue un des grands scandales de notre époque. Scandale que peut atténuer le resserrement de leur éventail par des augmentations fixes et non proportionnelles aux catégories, mais scandale qui ne disparaîtra qu'avec l'abolition du salariat, que les anarchistes et les anarcho-syndicalistes ont toujours prôné.

COURRIER DES LECTEURS

P.S.U.

et révolutionnaires

Le VII^e^ Congrès a été ressenti comme une défaite par les militants révolutionnaires du P.S.U. qui ont compris qu'un coup de frein important avait été donné à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire... (Mais) la situation n'est pas aussi noire au P.S.U. qu'il n'y paraît à première vue. Il est faux de prétendre (voir « L.O. » numéro 149) **que le P.S.U. n'a pas changé depuis deux ans. La majorité qui a soutenu Rocard et compagnie est factice.**

Depuis 1968 le P.S.U. a vu partir de ses rangs une bonne partie des sociaux-démocrates, des politiciens carriéristes, des opportunistes de tout poil qui y pullulaient. Au moins la moitié des militants actuels ont adhéré depuis 1968 (on retrouve par contre des bataillons d'anciens P.S.U. au Parti socialiste). La proportion d'enseignants et de membres de professions libérales, encore forte il est vrai, diminue, tandis que l'audencie du P.S.U. s'est fortement accrue dans les milieux ouvrier, employé et paysan... Donc, sans vouloir nier l'influence réformiste à la base, il est certain que celle-ci est plus faible que sa traduction au sommet. Le problème du P.S.U. dans la lutte entre révolutionnaires et réformistes est que la distorsion s'est aggravée entre la progression pratique et théorique des militants et l'immobilisme de la direction... Il n'en demeure pas moins que le P.S.U... reste plus que jamais une composante essentielle de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Un militant de la Fédération Nord-Pas-de-Calais du P.S.U.

REPONSE :

Nous appelons un chat un chat et le P.S.U. est un parti hybride au sein duquel cohabitent des révolutionnaires, des « gauchistes » dans le plus mauvais sens du terme et des réformistes.

S'il est incontestable qu'après Mai 1968 une majorité des nouveaux adhérents au parti était constituée de jeunes qui se sentaient confusément révolutionnaires, la situation a, depuis cette époque, quelque peu changée. Et parmi les 5.000 membres qui, officiellement, ont quitté le P.S.U. entre le 6^e^ et le 7^e^ Congrès ont compte sans doute des carriéristes et des sociaux-démocrates mais aussi sans doute une bonne part de ces jeunes éveillés à la politique par Mai 68.

Cette situation s'explique en grande partie par le fait que les militants du P.S.U. qui se disent révolutionnaires ont été incapables, pendant cette période de trois ans, d'offrir une alternative politique valable à la direction Rocard. Et l'orientation donnée par Michel Rocard, pour réformiste qu'elle fût, avait au moins pour elle d'être relativement nette, du moins comparée au magma informe formé par les différentes tendances dites révolutionnaires.

Pendant cette période de trois ans, les militants révolutionnaires du P.S.U. ont fait preuve d'exactement les mêmes défauts et les mêmes incapacités que ceux qui militaient dans les groupuscules : sectarisme des uns par rapport aux autres, opportunisme (soutien « tactique » de Rocard), refus d'un travail sérieux et systématique en direction des entreprises. Cela s'est traduit par leur incapacité à structurer une tendance révolutionnaire qui fonctionne comme telle et offre une autre perspective aux militants.

Et l'optimisme qu'affiche notre lecteur sur les changements au sein du P.S.U. et l'accroissement de son influence ne semblent guère de mise actuellement et ne servent qu'à se cacher les vrais problèmes.

Éditorial

Qui êtes-vous, M. Mitterrand ?

TOUTE la presse a fait remarquer que Mitterrand, à propos des hausses, se plaçait, de sa propre initiative, en leader de l'opposition de gauche, sans demander l'aval de son parti, de ses partenaires ou alliés...

A notre époque de régime présidentiel, se soucier avant tout de sa propre mise en valeur et « se placer » au bon moment, individuellement, est devenu pratique nécessaire. Pompidou n'a-t-il pas lui-même agi de la sorte, en se présentant comme candidat à la Présidence de la République avant d'en avoir référé à l'U.D.R. ? Jean-Jacques Servan-Schreiber n'est-il pas passé maître dans l'art de se mettre en vedette — avec ou sans succès d'ailleurs ? Quant à Mitterrand, n'a-t-il pas réussi de la même façon lors des élections présidentielles de 1965, à rallier autour de lui toute la « gauche » en la mettant devant le fait accompli de sa candidature et à en devenir le leader, place qu'il essaie de reconquérir aujourd'hui ?

Mais quel est donc le passé de ce Mitterrand ?

Sa carrière politique commence à.... Vichy, quand, après s'être évadé d'Allemagne où il était prisonnier de guerre, il entre au Commissariat général aux prisonniers de guerre.

Il fut décoré, dit-on, de la Francisque par le gouvernement de Vichy — chose qu'il est vrai il conteste énergiquement.

Parallèlement, il participe à la fondation puis à la direction d'un mouvement de résistance, remplit quelques missions à Londres et à Alger, et se retrouve en 1944 secrétaire général aux prisonniers de guerre dans le gouvernement De Gaulle. Il est élu député de la Nièvre en 1946, et adhère à l'U.D.S.R. — formation qui oscille du centre droit au centre gauche (René Pleven en est le président, Soustelle y appartient).

Ensuite, de 1947 à 1957, il est ministre dans onze gouvernements, pendant une durée totale de six ans.

Nul besoin de rappeler la politique anti-ouvrière et anti-communiste des gouvernements qui se succédèrent alors, ni leur politique coloniale. François Mitterrand fit partie de gouvernements qui firent la guerre d'Indochine, de celui qui organisa la répression à Madagascar en 1947, de celui qui fit la répression au Maroc et en Tunisie et qui commença la guerre d'Algérie.

Quelles furent ses positions ?

Pour Madagascar, plus tard, quand il fut ministre aux Affaires coloniales, il tint à soutenir publiquement la politique de son prédécesseur.

Quant à l'Algérie... laissons donc la parole à Mitterrand lui-même : « L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre. »

Les explications qu'il donne de sa conduite, en 1965, sont remarquables : « On me reproche..., **dit-il, (cette phrase).** Mais on isole cette phrase de son contexte. Qu'on reprenne l'ensemble de mes discours. D'ailleurs, si j'avais dit autre chose à cette époque où, étant ministre de l'Intérieur, l'Algérie, qui était composée de départements français, relevait de ma compétence, cela aurait provoqué la chute du gouvernement Mendès (...) et je ne vois pas ce que notre politique libérale et d'évolution y aurait gagné » **(!).**

Et encore :

« J'étais ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Mendès-France et, en ce qui concerne l'Algérie, nous appliquions le statut Depreux (socialiste). Je n'accepte de rendre des comptes qu'à ceux qui désapprouvent aussi Mendès et Depreux. **Comme c'était le** « Nouvel Observateur » **qui lui demandait des comptes, Mitterrand n'a évidemment par répondu...**

Sur le plan social, le gros titre de gloire de Mitterrand est de n'avoir « jamais refusé de voter une des lois sociales votées par la gauche, par les communistes et les socialistes ». **Et il n'y a sûrement rien d'autre : le moindre petit fait, la moindre petite déclaration auraient été montés en épingle lors de la campagne présidentielle de 1965..**

Mais alors, comment se fait-il que cet homme soit brusquement apparu, en 1965, comme le leader de la « gauche » unifiée ?

Son opposition à De Gaulle l'y a aidé. Alors que nombre de membres de l'U.D.S.R. rejoignaient la majorité, Mitterrand restait dans l'opposition.

Mais surtout, sa reconnaissance comme leader de la gauche fut l'œuvre du P.C.F.

En 1965, en effet, le P.C.F. était très ennuyé. Non seulement, depuis 1947, il était dans un isolement total, mais il craignait une deuxième opération Defferre. Celui-ci ne venait-il pas d'essayer de former une « grande fédération », allant du M.R.P. aux socialistes, en excluant le Parti Communiste ?

C'est pourquoi le P.C.F. ne demanda pas grand chose à Mitterrand. Dès que celui-ci eut officiellement annoncé, lors d'une conférence de presse, qu'il entendait être soutenu par tout parti qui était d'accord avec ses options, « sans exclusive », le Parti Communiste se lança dans la bataille électorale, mettant au pas les militants qui renâclaient à faire voter pour Mitterrand, excluant même la cellule Sorbonne-Lettres des Etudiants communistes qui avait refusé de soutenir sa candidature...

Tout était prêt pour que se forge la légende de Mitterrand « homme de gauche ».

Et si aujourd'hui le Parti Communiste prend ombrage de l'attitude de Mitterrand, il n'en est pas moins vrai qu'il a puissamment contribué à lui en donner les moyens.

VOIR EN PAGES 4 ET 5 :

La crise du dollar précipitera-t-elle l'Europe dans le chômage ?

Mitterrand s'en va-t'en guerre ... quand ça ne risque rien

APRES l'annonce du train de hausses, nous avons droit à un léger réveil de la vie politique française. François Mitterrand a envoyé une lettre au Premier ministre qui lui a répondu.

Cette lettre, très polie d'ailleurs, proteste contre les hausses et met même en accusation le gouvernement qui vise, « sous couvert de l'autonomie des entreprises nationales, à faire prendre en charge par celles-ci, et en définitive par les usagers, les coûts sociaux et même une partie des coûts directs des entreprises capitalistes ».

M. Mitterrand promet aussi que l'opinion « ne restera pas passive ».

Ainsi M. Mitterrand prend à cœur le sort des travailleurs. Il paraît même que sa lettre « a irrité » le Premier ministre.

Tout le monde a cependant remarqué que cette belle sortie n'est, pour Mitterrand qu'un moyen de soigner sa publicité et de se poser en leader de l'opposition.

Et bien évidemment, il est plus facile à M. Mitterrand de tenir un langage radical dans le creux des vacances, en plein mois d'août qu'en septembre ou octobre, au moment où ses déclarations risqueraient d'appuyer, voire d'entraîner des grèves... Ce pauvre Mitterrand serait alors obligé de prendre position pour ou contre les grévistes ! Ce qui serait évidemment gênant pour lui par rapport à ses maîtres bourgeois.

sommaire

EN FRANCE

Page 9 :
— Spéculation, pollution et intellectuels de gauche.
Page 5 :
— On peut défendre le franc... et ne pas l'être.

DANS LE MONDE

Pages 4-5 :
— La crise du dollar précipitera-t-elle l'Europe dans le chômage ?
Pages 6-7 :
— Berlin : La crise permanente.
Page 12 :
IRLANDE
— Quel avenir pour l'Ulster ?
CHILI
— La perte des illusions.

DIVERS

Page 8 :
— En bref.
Page 10 :
— Feuilleton.
Page 11 :
— Livres : « Furioso ».
— Film : « L'homme de la loi. »

Lutte Ouvrière **paraîtra régulièrement durant tout l'été**

Lutte Ouvrière **continuera à paraître normalement pendant tout l'été.**

Nos amis et lecteurs pourront donc se le procurer comme d'ordinaire auprès de nos vendeurs ou chez les marchands de journaux.

Bien entendu, le nombre de pages variera en fonction de l'actualité.

Nous faisons cet effort dans le but de maintenir en permanence l'intervention des révolutionnaires dans la vie politique.

Nous comptons sur nos amis et lecteurs pour nous soutenir dans cette tâche en achetant régulièrement Lutte Ouvrière **dans cette période, y compris lorsqu'ils seront en vacances.**

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

La crise du dollar

LE dollar sera-t-il dévalué ? Il fut un temps où poser seulement une question aussi incongrue eût passé pour un crime de lèse-majesté dans un monde monétaire dont le dollar était le roi.

Et voilà qu'aujourd'hui, non seulement la question est parfaitement légitime, mais une sous-commission très officielle du Congrès américain exprime le désir qu'il y soit répondu affirmativement.

Comment en est-on arrivé là ? Il est d'aussi bon droit de se poser la question comment se fait-il que l'on en soit arrivé là aussi tard ?

Le dollar a beau être roi, il est fait exactement de la même étoffe, du même chiffon de papier, que toutes les autres monnaies. Sa valeur n'est fondée, en fin de compte, que sur la confiance que lui accordent ses utilisateurs, c'est-à-dire, pour reprendre l'euphémisme d'un respectable professeur d'économie, sur quelque chose d'assez instable.

Le dollar malade

Or, pour ne considérer que le marché monétaire international en crise, les détenteurs de dollars sur ce marché n'ont, de toute évidence, plus confiance. Cette monnaie noble, qui avait naguère la prédilection de tous, leur brûle aujourd'hui les doigts. Au point que certains lui préfèrent le franc. C'est dire !

Cette perte de confiance reflète deux processus en grande partie liés : d'une part, l'inflation du dollar à l'intérieur des Etats-Unis eux-mêmes. Dans la citadelle de l'impérialisme, comme dans n'importe quelle France, la même quantité nominale d'argent ne permet d'acheter que de moins en moins de marchandises ; d'autre part, la détérioration grave de la balance des paiements des Etats-Unis et, parallèlement, la diminution de leurs réserves en or.

On sait que la balance des paiements résulte de la comparaison de toutes les sorties et de toutes les entrées d'argent d'un pays pendant une période donnée. Elle se compose de la balance commerciale (comparaison des exportations et des importations), de la balance des mouvements de capitaux (comparaison des entrées et sorties d'argent ne correspondant à aucune prestation de marchandises ou de services) et dans une moindre mesure, de la balance dite des invisibles (primes d'assurance, brevets, tourisme, etc.).

Depuis longtemps déjà, un des composants principaux de la balance des paiements des U.S.A., celle des mouvements des capitaux, était déficitaire. Rien d'étonnant à cela, l'impérialisme américain exportait largement des capitaux aux quatre coins du globe, les dollars partis des U.S.A. se transformant en investissements à l'étranger.

Une deuxième raison de ce départ d'argent vers l'étranger découlait du rôle de gendarme de l'impérialisme à l'échelle du globe. L'entretien de forces militaires importantes à l'étranger coûte cher, comme coûtent cher les dépenses engagées pour subventionner des régimes amis — baptisées d'aide au Tiers Monde — même si finalement une grande partie de ces subventions revenait aux Etats-Unis pour payer des achats de marchandises.

Durant la période faste du règne du dollar — essentiellement au lendemain de la guerre jusqu'aux années 50 et dans une moindre mesure jusqu'en 1960 — ce déficit de la balance des mouvements de capitaux était dans une large mesure compensé par l'excédent de la balance commerciale. Dans une période où l'extraordinaire puissance de l'économie américaine, laissée intacte par la guerre, faisait face à des pays à la puissance économique de toute façon plus faible et de surcroît gravement endommagée par la guerre, on

On peut défendre le franc... et ne pas l'être

LA semaine dernière, la quasi totalité des quotidiens a publié un énorme placard publicitaire — Coût une bonne centaine de millions d'anciens francs — dans lequel Giscard vantait sa gestion économique. On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Et puisque, en pleine période de hausses et alors que le gouvernement lui-même donne le la, les Français s'obstinent à ne pas s'apercevoir des merveilles de ladite gestion, autant attirer leur attention sur ce que le ministre des Finances considère comme un titre de gloire : l'amélioration des réserves en dollars de la France.

D'ailleurs, depuis plus d'une semaine, les gesticulations de M. Giscard d'Estaing, ministre de l'Economie et des Finances, ont la vedette dans le monde des spécialistes de la haute voltige monétaire internationale ; depuis plus d'une semaine, le journal *Le Monde* a même ouvert une nouvelle rubrique quasi-quotidienne intitulée : « La fermeté du franc ». Et les uns et les autres de pérorer sur le fait que le franc serait désormais une « monnaie forte ».

Une « monnaie forte », parlons-en ! Non seulement le franc n'a rien gagné en vitalité, mais pas plus qu'aucune autre monnaie, il ne peut aujourd'hui se flatter d'assurer à ses détenteurs, d'une semaine sur l'autre quand ce n'est d'un jour au lendemain, un même pouvoir d'achat : son pouvoir d'achat, comme celui de toutes les autres monnaies d'ailleurs ne cesse au contraire de diminuer.

C'est que toutes les monnaies des pays capitalistes avancés — pour ne pas parler des autres — sont atteintes d'un mal incurable : l'inflation, plus ou moins galopante.

Cette plaie, due pour l'essentiel à la croissance ininterrompue des dépenses improductives auxquelles les Etats des nations impérialistes doivent faire face pour assurer la survie de leur système (administration, police, armée, etc.), et due à la nécessité devant laquelle se trouvent, par voie de conséquence, les dirigeants de ces Etats de faire fonctionner de façon effrénée la « planche à billets », cette plaie se traduit par l'émission de plus de papier monnaie qu'il n'en est nécessaire à la circulation des marchandises.

L'inflation est un phénomène général, trahissant la perte de confiance générale dans le papier-monnaie ; et c'est justement parce que la valeur sociale attribuée à ce papier monnaie ne cesse de se dégrader, de changer continuellemnt, que certains individus peuvent en tirer profit.

Ces individus, qu'on les appelle spéculateurs ou banquiers, suivant que les ministres en parlent dans leurs discours ou sont reçus à leur table, savent comme tout le monde que la défiance va immanquablement précipiter l'évolution de telle ou telle monnaie. Et leur « business » consiste justement à flairer à l'avance quelle monnaie va pâtir de la défiance, quelle autre bénéficier d'une plus grande confiance, dans le but de se débarrasser de celle-ci au profit de celle-là. C'est ce petit jeu, rendu possible par les changements continuels de valeur de tous les papiers-monnaie qui, par ailleurs, contribue pour une large part aux soubresauts en cascade des diverses monnaies nationales, tel mois le franc, tel autre la livre ou le mark.

Ainsi, il suffit que certains spéculent actuellement sur la défiance générale à l'endroit du dollar et sur une réévaluation des plus hypothétiques du franc et des monnaies européennes en général — mais ce sont justement les spéculateurs qui en rendent l'hypothèse plausible — pour que ce soit le branle-bas de combat et que l'on crie soudain — on aura tout vu — au franc « monnaie-forte » !

Contre ces spéculateurs qui font la pluie et le beau temps, et menacent par leurs petits jeux l'équilibre déjà bien fragile du système monétaire international, la société actuelle ne peut rien, les hommes politiques pas plus que quiconque.

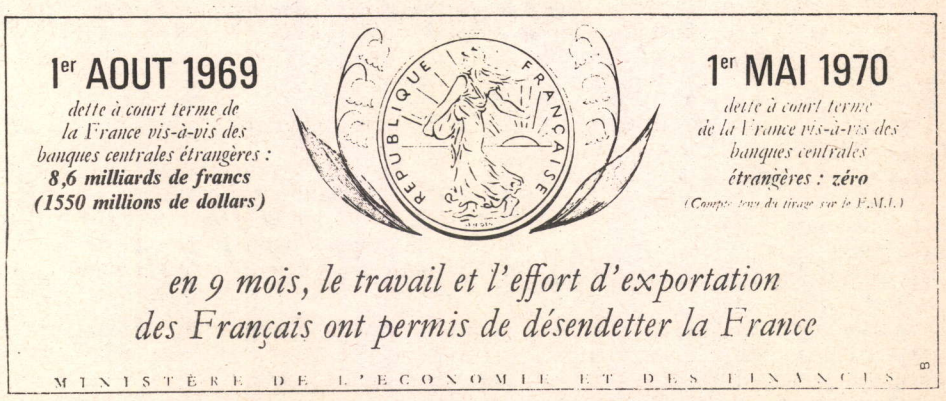
Comment la société capitaliste, en effet, dont le credo est « on peut tirer profit de tout », serait-elle en mesure d'interdire à certains de ses membres de tirer profit du commerce de l'argent et des hauts et des bas du papier-monnaie ? On le voit mal. Le profit, même celui des spéculateurs, est sacré : « faut pas y toucher », même si l'on s'appelle M. Valéry Giscard d'Estaing et que l'on exerce de hautes fonctions politiques. C'est ce dont on a pu se rendre compte en assistant à la levée de boucliers qu'a provoquée récemment la circulaire de la Banque de France menaçant indirectement les manœuvres des spéculateurs.

M. Giscard peut toujours gesticuler ; il peut toujours déclarer et re-déclarer que le franc ne sera pas réévalué et qu'il demeurera solidaire du dollar en perdition sur lequel on spécule, il ne pourra pas empêcher — tout ministre des Finances qu'il est — que le métier de banquier consiste à spéculer. Et en homme politique qu'il est, tout ce qu'il peut faire est d'y aller au bluff ; d'appliquer la méthode Coué et de tâcher de se persuader à défaut de persuader les autres. qu'on peut prendre ses désirs pour des réalités.

Ce qu'il adviendra dans les prochaines semaines du franc, personne ne le sait. Mais ce qui est certain, c'est que le sort de ses soubresauts monétaires ne peut en aucune façon être favorable aux travailleurs. La preuve cinglante vient d'en être administrée ces jours-ci : en effet, c'est juste au moment où les experts ès-finances affirment péremptoirement que le franc serait soudain redevenu une « monnaie forte » — certains parlent même sans fausse pudeur d'une « monnaie gaillarde » — que le gouvernement annonce un nouveau train de hausses des tarifs de certains services publics.

La « fermeté du franc » ? Les travailleurs français sont excusables de ne s'en être même pas aperçu : la seule fermeté qu'ils sont en mesure de constater étant celle de la dégradation constante de leur niveau de vie.

Michelle VERDIER.



Les années changent, le bluff continue !

précipitera-t-elle l'Europe dans le chômage ?

allait rarement vendre aux Etats-Unis, on y allait pour acheter. Les exportations américaines dépassaient de loin les importations. Même les dollars partis pour être investis à l'étranger revenaient rapidement pour acheter des marchandises.

Et même si, d'aventure, l'énorme excédent de la balance commerciale ne compensait pas tout à fait le déficit dû aux sorties de capitaux, personne n'en perdait pour autant confiance dans le dollar ; banques comme entreprises, gouvernements comme riches particuliers étaient contents d'avoir de côté un peu de cette monnaie miracle qui ouvrait l'accès du plus riche marché du monde.

L'énorme réserve d'or des Etats-Unis (à l'époque, près de deux tiers du stock mondial), destiné en principe à faire face à la demande de ceux qui auraient voulu échanger leurs dollars contre le métal noble, restait intact.

Mais, depuis dix ans, pour financer ses dépenses improductives, avant tout le financement des dépenses militaires, les Etats-Unis font comme tous les autres Etats capitalistes : ils font marcher la planche à billets. L'inflation qui en résulte rend les marchandises américaines plus chères, par conséquent moins compétitives. Ce qui rend plus difficiles les exportations et favorise les importations.

Le résultat, c'est que pour la première fois depuis peu, la balance commerciale américaine elle-même est devenue déficitaire. Elle n'est donc plus à même de compenser le déficit de la balance des mouvements de capitaux. Or cette dernière a encore tendance à augmenter. D'une part, parce que les investissements à l'étranger demeurent aussi intéressants pour les capitalistes américains et, surtout, parce que les dépenses militaires des U.S.A. à l'étranger se sont accrues d'une manière importante. On estime que les dépenses liées à la guerre du Viet-Nam représentent près de 60 % du déficit de la balance des paiements américaine.

Il y a donc de quoi saper la confiance en le dollar. Et où la confiance s'ébranle, l'effet devient à son tour cause. La perte de confiance s'alimente d'elle-même. Les détenteurs de dollars s'inquiètent d'une dévaluation, ou — ce qui revient au même — spéculent sur cette dévaluation. Ils échangent leurs dollars contre d'autres monnaies, ou contre de l'or. Ce qui amène une diminution des réserves en or des Etats-Unis. Signe de cette évolution : alors que les U.S.A. détenaient, à la fin de la guerre, deux tiers des stocks d'or monétaire du monde, leur réserve n'atteint maintenant que la moitié de ce qui est détenu par l'ensemble des pays européens.

Les privilèges du dollar

Devant une telle situation, on voit donc que la question de savoir pourquoi le dollar n'a pas encore été dévalué est au moins aussi légitime que celle de savoir pourquoi la monnaie américaine en est arrivé là. Car pour n'importe quel pays autre que les Etats-Unis, une telle situation monétaire ne peut être modifiée, une fois tous les expédiants d'usage épuisés, que par la dévaluation.

En effet, n'importe quel pays autre que les Etats-Unis est obligé de payer ses déficits en puisant dans ses réserves d'or ou de devises. Comme ces réserves ne ont pas illimitées, force est de faire un jour un constat de faillite et de reconnaître que sa monnaie vaut moins que ce qu'elle prétend valoir. Et d'officialiser ce constat en dévaluant.

On sait que la dévaluation d'une monnaie signifie que, désormais, on l'échange contre une moindre quantité d'or ou contre une moindre quantité d'autre monnaie.

Une dévaluation est censée résorber le déficit de la balance des paiements par plusieurs de ses effets, dont l'essentiel concerne son effet sur la balance commerciale.

Si la même quantité de marchandise continue à se vendre pour la même quantité d'argent dévalué qu'avant la dévaluation, le prix de cette quantité de marchandise exprimée en une autre monnaie va diminuer. Il en résulte que la marchandise en question devient plus compétitive sur les marchés étrangers, ce qui favorise les exportations. Inversement, le prix de la même quantité de marchandise étrangère exprimé en la monanie dévaluée augmentera, ce qui rend les marchandises étrangères moins compétitives sur le marché national, d'où un ralentissement des importations. L'action conjuguée des deux amène une amélioration de la balance commerciale et, toutes choses étant égales par ailleurs, une amélioration de la balance des paiements.

Voilà comment agirait n'importe quel pays capitaliste. Mais les Etats-Unis ont une position particulière à cet égard. Vestige de sa puissance passée, signe aussi de sa puissance encore présente, sa monnaie est utilisée autant, sinon plus, que l'or, comme une monnaie internationale et surtout une monnaie de réserve. Ce qui signifie que, pour faire face à un déficit éventuel de leur balance des paiements, les autres pays ont en réserve non seulement de l'or, mais aussi, et parfois surtout, des dollars.

Donc, contrairement aux autres pays, les Etats-Unis règlent depuis des années leur déficit — par leur propre monnaie. Le déficit devient nettement moins inquiétant à partir du moment où on peut le combler en faisant marcher la planche à billets.

C'est tout comme si un particulier avait l'exorbitant privilège de régler ses dettes en émettant des chèques sans provision.

On comprend que, et c'est le moins qu'on puisse dire, les autres pays capitalistes rechignent devant cette situation qui revient en fin de compte à leur faire payer le déficit de la balance des paiements américaine. Pas tout le déficit, certes, car certains ont échangé leurs dollars contre de l'or. Mais l'endettement américain envers l'étranger résultant du cumul des déficits, représente plus de 30 milliards de dollars. Or, les Etats-Unis n'ont que pour 10 milliards de dollars d'or. Donc, en tout état de cause, même si les détenteurs de dollars les présentaient pour les échanger contre de l'or, ils ne pourraient être satisfaits qu'en partie. Force leur est de constater qu'au moins jusqu'à concurrence de 20 milliards, ils ont « prêté » aux Etats-Unis une somme qui ne sera jamais remboursée, et qui aura servi à ceux-ci à financer la guerre du Viet-Nam, etc. Et même, comble de comble, à financer l'achat par les Américains d'entreprises européennes ou japonaises.

Mais, de toutes façons, les détenteurs de dollars ne veulent même pas se faire rembourser jusqu'à concurrence des 10 milliards, car ils savent que le dollar étant le pilier du système monétaire international, tout effondrement de celui-ci leur coûterait aussi cher qu'aux Américains.

Les U.S.A. seront-ils contraints quand même de dévaluer ?

Mais alors, pourrait-on se demander, pourquoi les Etats-Unis s'inquiéteraient-ils de leur déficit, puisqu'ils peuvent ainsi dire impunément fabriquer de la fausse monnaie pour le combler.

C'est que tout de même, cette fabrication de fausse monnaie n'est pas sans danger pour l'économie américaine elle-même. D'une part parce que la spéculation engendrée par la perte de confiance au dollar perturbe malgré tout le bon déroulement du commerce international, y compris, et surtout, des industriels américains eux-mêmes.

D'autre part, et surtout, comme on l'a vu, la situation du dollar rend les marchandises américaines nettement moins compétittives que dans le passé. Confrontés à la concurrence japonaise ou européenne, les capitalistes américains sont sérieusement menacés dans plusieurs secteurs, tant sur les marchés extérieurs que sur leur propre marché intérieur.

Là encore, diverses expédiants peuvent retarder pendant un certain temps les échéances (mesures protectionnistes, contingencement ou taxation des importations, subventions plus ou moins déguisées à l'exportation, etc.). Les dernières mesures envisagées par Nixon semblent encore aller dans ce sens. Mais outre que les Etats-Unis sont malgré tout liés par un certain nombre d'accords portant sur le commerce international qui limitent leur marge de manœuvre dans ce domaine, ces expédients ne peuvent être que provisoires, car ils ne touchent pas aux causes.

En dernier ressort, les U.S.A. — et les autres avec — ont le choix entre deux solutions. Ou contraindre les pays qui concurrencent le plus sérieusement l'économie américaine — les pays européens et le Japon — à réévaluer leur monnaie. Ou dévaluer eux-mêmes. Pour les Etats-Unis, l'effet serait identique ; les conséquences d'une dévaluation de la monnaie d'un pays pour l'économie de celui-ci sont les mêmes que les conséquences de la réévaluation de la monnaie de ses concurrents. Mais pour le rôle du dollar, comme pour l'ensemble du système monétaire international, les Etats-Unis préféreraient bien entendu la deuxième solution.

Mais comment contraindre les autres pays — et non pas un seul, mais une dizaine à la fois — à faire ce qui serait dans une certaine mesure un hara-kiri économique de leur part : réévaluer leur monnaie, donc décider volontairement que leurs marchandises soient moins compétitives que les marchandises américaines concurrentes ?

Le seul argument des Etats-Unis concerne la solidarité du système monétaire international. « Que vous vouliez ou non, et aussi désagréables qu'en soient les conséquences pour vous — disent-ils aux autres impérialistes — le dollar est à la base du système monétaire. Si l'on y touche, c'est l'anarchie monétaire qui vous guette. »

Sans parler qu'une dévaluation trop importante du dollar entrainerait à terme la dévaluation de la monnaie de la quasi-totalité des autres pays, car les puissances européennes et japonaise ne pourraient pas supporter sans crise une réduction trop importante de leurs exportations. Et, enfin, conséquence moindre mais non tout à fait négligeable, une dévaluation du dollar, donc en fait la hausse du prix de l'or exprimé en dollar, serait un cadeau royal à l'U.R.S.S., grand producteur et détenteur d'or, et même dans une certaine mesure à la Chine.

L'argument de la solidarité du système monétaire international est de taille. Au point que même un journal comme « Le Figaro », qui soutient d'habitude les vélléités anti-dollar du régime gaulliste, a publié un texte de Raymond Aron, où celui-ci écrit : « Que les Etats-Unis aient le devoir de rétablir l'équilibre compromis par une mauvaise gestion, que, moralement, il leur incombe de dévaluer et non pas aux Européens de réévaluer, j'y consent volontiers, bien que ces propositions me paraissent dénuées de signification en matière économico-monétaire. Ce qui importe, c'est que — une fois admise la nécessité d'une modification de la parité entre le dollar et les monnaies européennes — la réévaluation de ces dernières apparaît pour les Européens eux-mêmes plutôt préférable à la dévaluation du dollar. »

Quelle que soit la solution, elle frappera les plus pauvres

Il ne nous appartient pas d'échafauder des hypothèses sur le choix que feront, de gré ou de force, les compères-adversaires impérialistes. La seule chose que l'on peut faire remarquer à ce propos, c'est que, alors que la réévaluation des monnaies européennes et japonaise suppose des décisions conscientes et concommittantes d'une dizaine d'Etats, les Etats-Unis, eux, peuvent être acculés à la dévaluation du dollar par la dégradation de leur situation commerciale.

En tous les cas, l'une comme l'autre de ces décisions, aboutit à freiner l'expansion économique européenne. Elle se traduit par le ralentissement de la production industrielle — limitée dans ses débouchés — et partant par l'extension du chômage.

Les travailleurs européens — et à leur suite, tôt ou tard, les travailleurs américains — risquent de payer par des millions de chômeurs, par une baisse générale de leur niveau de vie les convulsions du système monétaire international. L'écroulement de cette construction aberrante, insensée, parce que fondée en fin de compte sur de la fausse monnaie, qu'est le système monétaire international, risque de se traduire par une catastrophe réelle pour des millions de gens.

Et, contre ce risque, il n'y a aucun, mais absolument aucun remède, sauf un : la destruction du système capitaliste qui engendre les maladies de la monnaie comme la monnaie elle-même.

Georges KALDY.

Les stocks d'or de Fort Knox n'ont pas évité au dollar une dépréciation constante.

(Ph. U.P.I.)

BERLIN : LA CRI

ALORS que les représentants des quatre grands palabrent sur la question de Berlin, voilà déjà dix ans que la population de l'ancienne capitale est coupée en deux par un mur de fils de fer barbelés, semé de miradors du haut desquels les sentinelles est-allemandes n'hésitent pas à tirer à vue sur ceux qui tentent de le franchir. Voilà dix ans que des familles sont séparées par cette monstruosité, bien à l'image de la barbarie de notre monde.

L'image qu'offre Berlin est hideuse. Tellement hideuse qu'elle est comme une écharde dans le cœur de tous les Allemands, et que les dirigeants de l'Allemagne de l'ouest peuvent se payer le luxe de soigner à bon compte leur popularité en

LA NUIT DU MUR

A Berlin, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 août 1961, à 1 h 30 précise, le métro aérien cessait soudain de fonctionner normalement : à la dernière station située en secteur soviétique, le trafic s'arrêtait. Les passagers étaient contraints de descendre.

A 1 h 55, le commissariat de police du nord de la ville (secteur occidental) faisait savoir : « Suspension du trafic de la S-Bahn (métro aérien) à la station « Gesundbrunnen », ceci dans les deux directions. »

Vers 2 heures du matin, d'autres nouvelles étaient annoncées, selon lesquelles le gouvernement de l'Allemagne de l'Est n'avait pas seulement interrompu le trafic du métro aérien : le commissariat de police de Tiergarten communiquait : « Pariser Platz, 23 camions militaires de Vopos munis de mitrailleuses. Porte de Brandenburg interdite au trafic. Barrage sur la Hindenburgplazt : 15 blindés de reconnaissance partis en direction du Lustgarten. » Et les postes de douane interzones signalaient, de la Kemperplatz : « Des colonnes d'ouvriers arrachent les pavés dans la Ebertstrasse » ; de la porte de Brandenburg : « 15 blindés de reconnaissance devant l'ambassade russe. 23 camions de Vopos au poste de contrôle Unter den Linden » ; et de Dreilingen : « Des chauffeurs entrant dans Berlin-Ouest racontent que sur le Berliner Ring (boulevard périphérique) on observe des mouvements de troupes soviétiques accompagnées de chars, de blindés de reconnaissance et de longues colonnes de camions. »

A partir de 3 heures du matin, on recevait à l'hôtel de ville de Schöneberg (secteur Ouest), ainsi qu'aux différents quartiers généraux des forces alliées occidentales des informations concordantes, signalant que, tout au long de la frontière du secteur, on dépavait les rues et on installait des barrières de fils de fer barbelés. Vers 3 h 30, le groupe de Police-Nord annonçait : « Fermeture de toute la frontière du secteur par des rouleaux de barbelés ».

Vers 4 heures du matin, les choses étaient claires : le gouvernement de la R.D.A. était en train de s'atteler à la fermeture hermétique de la frontière qui sépare le secteur soviétique des secteurs occidentaux. Le Conseil des Ministres de la R.D.A. sanctionnait d'ailleurs bientôt ce qui avait déjà été réalisé par ses forces armées en faisant savoir officiellement que « les frontières entre Berlin-Ouest, la zone soviétique et le secteur Est ne peuvent plus être franchies par les citoyens de la R.D.A. qu'avec une autorisation spéciale ».

Avant même d'être dit, c'était fait : dans la nuit du 13 au 14 août 1961, en l'espace de quelques heures, un mur long de quelque 46 km se dressait à Berlin, coupant en deux l'ex-capitale allemande. Et, le matin du dimanche 14 août, les Berlinois eurent la stupeur de découvrir au réveil les rues de leur ville défoncées, plantées de poteaux de béton soutenant des barbelés et sillonnées (du moins dans le secteur Est), par une armée d'hommes en uniformes, carabines automatiques et fusils en mains. Bien plus, les Berlinois découvraient leur ville coupée en deux, comme si les Parisiens trouvaient un beau matin le boulevard Sébastopol et la rue Saint-Jacques transformés en un rempart de barbelés, courant du nord au sud et empêchant toute communication entre l'est et l'ouest, et, surtout, séparant soudain irrémédiablement non seulement des quartiers et des pâtés de maisons, mais des familles entières.

Pourquoi le mur ?

Quels mobiles immédiats avaient contraint le gouvernement d'Allemagne de l'Est, c'est-à-dire en fait l'Union Soviétique, à dresser ce mur au cœur de Berlin ?

Avant tout, la volonté de mettre un terme définitif à l'hémorragie des réfugiés quittant la zone soviétique pour l'Ouest, et pour lesquels depuis que la guerre froide avait installé un rideau de fer entre les deux secteurs d'occupation étrangère devenus les deux Allemagnes, la frontière interzone de Berlin demeurait désormais la seule porte de sortie. C'est par là que beaucoup partaient faire une petite ballade à l'Ouest les mains dans les poches, pour ne plus revenir.

En effet, au fil des ans, le nombre de ceux qui « choisissaient la liberté », ou croyaient la choisir en fuyant un régime de terreur et d'oppression, croissait. La fuite à l'Ouest gagnait tous les milieux, mais surtout les couches petite-bourgeoises et intellectuelles — scientifiques, techniciens, enseignants. Dans les années 1955-1960, le chiffre des réfugiés atteignait, bon an, mal an, 200 à 300 000. Ce que l'U.R.S.S. et ses fidèles serviteurs de l'appareil d'Etat est-allemand ne pouvaient plus supporter, pour des raisons de prestige, bien sûr, mais aussi et surtout parce que cette hémorragie de forces vives était un facteur de désorganisation de la vie sociale et économique.

16 août 1961. Les barbelés séparaient déjà les familles berlinoises. L'érection du mur rendra les contacts impossibles. (Ph. U.P.I.)

Alors, la souricière fut bouchée à sa seule sortie : Berlin. Et l'opération dite « d'échanchéisation », c'est-à-dire la construction de ce mur barbare, menée tambour battant en l'espace d'une nuit.

Certes, la décision avait été longuement mûrie au préalable. La semaine précédant la « nuit du mur », les puissances du Pacte de Varsovie s'étaient réunies à Moscou, dans le plus grand secret, et avaient rédigé, sous le titre « Les pays de l'Est doivent prendre des mesures pour assurer leur sécurité », le communiqué suivant, publié bien sûr après que les mesures radicales que l'on sait aient été prises : « Le gouvernement des Etats membres du Pacte de Varsovie proposent à la Chambre du Peuple et au gouvernment de la R.D.A., ainsi qu'à tous les travailleurs de la R.D.A., d'établir aux frontières de Berlin-Ouest un système capable de fermer à coup sûr (sic) la route aux activités subversives contre les pays du camp socialiste, et prévoyant la création autour de tout le territoire de Berlin-Ouest, y compris sur sa frontière avec Berlin-Démocratique, des mesures de sauvegarde et de contrôle efficaces. » *Et le 11 août 1961, 24 heures avant l'érection des barrières de barbelés, la Chambre du Peuple de l'Etat est-allemand — respect de la démocratie de façade oblige — avait autorisé le gouvernement* « à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face à l'exode des réfugiés ».

M.V.

SE PERMANENTE

invitant tous les habitants de l'Ouest à mettre une petite bougie sur leur fenêtre, le soir du 31 décembre, pour voir se réaliser un jour la réunification du pays et des deux secteurs de la capitale.

L'image qu'offre Berlin est hideuse, comme l'est le régime qui a dressé le mur.

Pour que des millions d'hommes et de femmes soie . attirés par l'occident capitaliste, pour que des dizaines de milliers d'entre eux soient prêts à risquer une balle dans le dos pour pouvoir quitter leur pays natal, pour que, afin de les en empêcher, le pouvoir en vienne à dresser murs et miradors, il faut que la R.D.A. n'ait vraiment rien à voir avec le pouvoir des travailleurs, et encore moins avec le socialisme.

Cependant, ces Willy Brand et consorts, qui sanglotent avec bien peu de pudeur mais beaucoup d'hypocrisie sur la division de l'Allemagne, en sont en fin de compte les principaux responsables. Principaux responsables, parce que le monde dont ils se réclament, le monde qu'ils défendent, le monde dit « libre », n'est autre que cet ordre impérialiste qui ne peut justement se survivre qu'au prix d'une menace constante de déflagration mondiale, qu'au prix d'une guerre larvée dont le mur de Berlin, comme le Vietnam, n'est qu'un symbole parmi beaucoup d'autres.

Les défenseurs de l'ordre impérialiste peuvent tromper la population allemande au point d'apparaître aujourd'hui comme les champions de la liberté. Le camp impérialiste est suffisamment fort pour n'avoir pas besoin, lui, même pour perpétrer ses crimes, de s'entourer d'un mur.

Mais pas plus qu'il n'y a de liberté à l'Ouest, il n'y a de socialisme à l'Est. Car la liberté, seul le socialisme, et non sa caricature, peut l'apporter, de même que seul, en mettant un terme définitif à cette division par l'impérialisme du monde en deux blocs, il peut balayer les frontières et abattre, entre autres, ce mur hideux qui traverse Berlin.

Michelle VERDIER.

Un symbole

DES qu'une crise éclate à Berlin, l'opinion publique mondiale inquiète se demande si ce n'est pas l'étincelle qui mettra le feu au baril, l'incident qui déclenchera la guerre mondiale et mettra le monde entier à feu et à sang. C'est que Berlin, l'ancienne capitale déchirée en deux, produit et symbole d'un monde divisé en deux blocs hostiles, est depuis vingt-six ans un des principaux « points chauds du globe, un des endroits qui rappellent sans cesse à quel point la paix instaurée entre ces deux blocs est fragile, aléatoire.

Toute l'histoire de la ville depuis ce quart de siècle s'inscrit sur le fond mouvant des relations entre les deux puissances qui se partagent son contrôle.

Une ville coupée en deux par des murs de béton et des barbelés (Ph. U.P.I.)

Les accords de Yalta et Berlin

C'est à Yalta, en février 1945, alors que l'Allemagne hitlérienne était aux abois, que Roosevelt, Churchill et Staline, les représentants des forces alliées bientôt victorieuses, se réunirent pour envisager la future réorganisation du monde d'après-guerre en général, et les modalités d'occupation de l'Allemagne en particulier.

Au moment même de l'entrevue sur les doux rivages de la mer Noire, l'Armée Rouge était à 70 km de Berlin et à 130 km de Vienne, tandis que les armées anglo-américaines sortaient à grand peine du bourbier des Ardennes. Autrement dit, l'U.R.S.S. occupait une situation privilégiée en Europe Centrale, situation devant laquelle, bon gré mais plutôt mal gré, les Alliés occidentaux durent bien s'incliner.

Le sort de l'Allemagne presque vaincue fut donc le premier point discuté à Yalta. D'un commun accord de façade, et d'un accord imposé par la situation de fait, les Alliés du moment décidèrent la coopération de leurs armées pour accélérer la victoire définitive sur l'Allemagne, l'occupation et le démembrement de celle-ci dès qu'elle serait vaincue, ainsi que le montant et les modes de prélèvement des réparations qui seraient exigées d'elle.

Une chose était d'ores et déjà acquise : l'Allemagne serait partagée en plusieurs zones d'occupation, administrées par les différents alliés, tandis que Berlin serait soumise à une occupation et à un gouvernement militaire communs. Mais malgré les accords de principe, les mesures décidées restaient volontairement dans le vague. A vrai dire, c'est la course de vitesse qui était engagée, et les uns et les autres comptaient bien tirer encore avantage des combats ultérieurs sur le terrain pour améliorer leur position et être en meilleure posture pour négocier. Et Berlin était déjà au cœur des débats, pour ne pas dire au cœur des combats. Les U.S.A. savaient que l'Armée Rouge ferait sous peu son entrée à Berlin, et parce que justement ils le savaient, ils ne pouvaient abandonner à l'U.R.S.S., à Yalta, l'occupation future et intégrale de la ville. Berlin était la capitale de l'Allemagne, siège de l'administration et du gouvernement ; sa possession était d'une importance politique considérable. Berlin, donc était déjà plus qu'une ville. Elle était déjà la proie convoitée à la fois par l'Est et l'Ouest, le symbole de l'hostilité larvée et inavouée entre les deux camps.

La victoire et les marchandages pour Berlin

Dès la fin de la guerre, Berlin fut l'objet de sévères marchandages. Au moment de la reddition inconditionnelle des forces allemandes, le 8 mai 1945, l'application des accords de Yalta conduisit les alliés occidentaux à abandonner aux troupes soviétiques, en échange de leur pénétration dans Berlin, 42.740 km2 de territoire qu'ils occupaient en Saxe et en Thüringe. Parallèlement à cette évacuation — donnant donnant —, les soviétiques, qui avaient conquis Berlin au début de mai 1945, abandonnèrent en juillet les secteurs occidentaux de la ville aux forces britanniques et américaines (les forces françaises, elles, n'y pénétrèrent qu'en août). A cette date fut établi pour toute l'Allemagne un « Conseil de Contrôle Allié », et pour Berlin une « Kommandatura », institutions qui marquèrent le début de l'occupation et de l'administration communes de l'Allemagne par les quatre « Alliés ». Mais comme Berlin était au cœur de la zone d'occupation soviétique, se posa aussitôt le « problème de Berlin » : celui du droit d'accès et des modalités d'accès des puissances occidentales à la capitale. Quelles routes aériennes, quelles routes terrestres et voies ferroviaires les Occidentaux auraient-ils le droit d'emprunter à travers la zone soviétique pour accéder à leur secteur de la ville ? Dès cette époque, déjà, rien n'était simple : ce fut de façon pragmatique et non sans difficultés que les problèmes se réglèrent. Mais quand, en 1947-1948 la guerre froide s'instaure entre les « Alliés » de la veille, tout se compliqua.

La première « crise de Berlin »

En février 1948, les trois Occidentaux, après de nombreux accrochages avec l'U.R.S.S., entamèrent l'escalade en réunissant à Londres une Conférence sur le problème allemand d'où les Soviétiques étaient exclus. Les autorités soviétiques décidèrent alors de quitter le Conseil de Contrôle, le 20 mars 1948, et, à partir de cette date, imposèrent des restrictions au personnel militaire allié se rendant dans les zones occidentales de l'ex-capitale allemande.

Quelques mois plus tard, le 20 juin 1948, les puissances occidentales introduisirent une nouvelle monnaie dans leurs zones, ce qui revenait à faire un pas considérable vers l'unification des zones occidentales, et ce à quoi l'U.R.S.S. riposta par la paralysie totale de l'ensemble du trafic ferroviaire, routier et fluvial en provenance et en direction de Berlin : ce fut le « blocus », la première « crise de Berlin ». Les Américains ont riposté par le fameux « pont aérien », performance qui était en même temps une démonstration de puissance militaire.

Cette première crise de Berlin était en même temps, la première grande crise grave entre Est et Ouest.

Les Soviétiques considéraient la ville comme la capitale de la future Allemagne de l'Est, et tentaient de faire pression sur les Alliés pour qu'ils l'évacuent ; les Alliés, par contre, tenaient à la ville : abandonner cette brèche ouverte dans le monde de l'Est aurait été une déculotade qu'ils ne pouvaient se permettre.

Sans compter l'énorme intérêt qu'il y a pour les U.S.A., dans la perspective lointaine d'un règlement de comptes avec l'U.R.S.S., d'avoir déjà un pied dans le camp ennemi.

En mai 1949, au terme de mois et de mois de palabres sur des arguties juridiques, un accord était signé à New-York qui mettait fin au blocus de Berlin. A nouveau, les voies d'accès vers Berlin-Ouest étaient ouvertes aux puissances occidentales. Mais le problème n'en était pas pour autant résolu.

De la première crise de Berlin à la seconde

La création en mai 1949 de la République Fédérale Allemande (R.F.A.) et la quasi-intégration de Berlin-Ouest à cette république, puis la création parallèle en octobre 1949 de la République Démocratique Allemande (R.D.A.) et la proclamation de Berlin comme capitale de ce nouvel Etat, mirent un terme définitif à l'occupation commune de l'Allemagne.

Désormais, de même que le monde était divisé en deux blocs, c'en était fini de la fiction de l'occupation commune du pays par des forces soi-disant « alliés » : il existait deux Etats allemands et deux parties de Berlin qui n'avaient plus ni statut ni institutions identiques.

Cela dit, ce nouvel état de fait et de droit ne mettait pas un terme final aux querelles entre l'Est et l'Ouest à propos de Berlin. C'est ainsi que, impuissants à obtenir la transformation de Berlin-Ouest en « ville libre », et inquiets de l'émigration croissante vers l'ouest, par Berlin, des citoyens de la R.D.A., le gouvernement de celle-ci se décida en 1960 à isoler les secteurs occidentaux de l'ancienne capitale. A la fin d'août 1960, les autorités est-allemandes interdisaient temporairement l'accès de Berlin-Est aux ressortissants de la R.F.A. Et en juin 1961, la rencontre du président Kennedy et de Khroutchtchev à Vienne révélait au grand jour le raidissement de la politique soviétique au sujet de Berlin. Le 15 juin, W. Ulbricht démentait fermement les rumeurs selon lesquelles la fermeture de la ligne de démarcation de Berlin-Est serait envisagée : « Personne n'a l'intention de construire un mur ! » déclarat-il. Deux mois plus tard, c'était pourtant chose faite.

Ainsi, en l'espace d'une quinzaine d'années, de 1945 à 1961, la situation était arrivée à son terme logique. Non seulement l'Allemagne était coupée en deux par une immense bande de terres labourées, plantée à intervalles réguliers de miradors, mais Berlin même avait subi le même sort.

M.V.

en bref... en bref... en bref...

U.R.S.S. et Inde :

un flirt sans grandes conséquences !

Cahin-caha, la diplomatie suit son train. Un traité d'amitié et de non-agression vient d'être conclu par les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S. et de l'Inde.

Peu de choses importantes dans ce traité, dont l'article principal stipule : « Chacune des hautes parties contractantes s'engage à s'abstenir de fournir une aide à toute tiers partie qui est engagée dans un conflit armé avec l'autre partie. » Même sur le papier aucune aide militaire réciproque n'est prévue en cas d'agression par un pays tiers.

Ce traité ne peut donc être considéré comme autre chose qu'un geste politique qui, dans le contexte actuel, peut recevoir des interprétations diverses et ne s'excluant pas :

— d'une part, la déclaration que l'U.R.S.S., dans le cas d'un éventuel conflit indo-pakistanais, n'interviendra pas du côté du Pakistan, ce qui peut être considéré comme un point marqué contre le Pakistan (Mais l'U.R.S.S. n'encourage pas un tel conflit car la déclaration précise qu'elle y est opposée) ;

— d'autre part, une manière pour la diplomatie soviétique de faire pièce au voyage de Nixon en Chine. Six cent millions d'alliés possibles de perdus d'un côté, quatre cent cinquante de gagnés de l'autre, les bureaucrates du Kremlin peuvent toujours tenter de rassurer avec un tel bilan une population soviétique dont le moral a certainement été ébranlé par l'annonce de ce voyage.

Quoiqu'il en soit, ce traité, même s'il trouve application, ce qui n'est pas dit, ne change rien en Asie ou dans le monde.

Il y a belle lurette que les réalités de la politique ont imposé, pour ce genre de traité, le qualificatif de chiffon de papier.

Quand la cogne grogne

Marcellin, notre redresseur de torts en chef, ne doit plus savoir où donner de la tête. Chaque jour, la grogne et la rogne gagnent du terrain. Elle atteint aujourd'hui le corps social qui semblait le plus protégé contre l'atteinte du mal : la police elle-même. De doctes médecins nous avaient, bien sûr, signalé les « malaises » dont elle souffrait, Marcellin, Pompidou même, n'avaient pas hésité à multiplier les bonnes paroles et les flatteries pour rassurer et réconforter ce grand corps malade. Que n'avait-on dit sur « la mission, difficile certes, mais combien noble de la police », sur « le sens du devoir » de nos modernes pandores. Nos gouvernants ne sont pas avares de ce genre de médication. Pourtant, rien n'y fit.

Aujourd'hui, le mal éclate au grand jour et révèle sa profondeur. Nos policiers en tenue tirent sur la chaîne.

Comme de simples prolétaires, ils craignent que le gouvernement ne s'attaque à leurs conditions de vie et ne remette en question leurs avantages acquis à l'occasion de la réforme que préparent les services de Marcellin ; la confiance règne. Et, voyez comme ils sont atteints, ils ont même envisagé de se mettre en grève, au risque de se mettre tout bonnement hors-la-loi comme de vulgaires « gauchistes », puisque le droit de grève leur a été retiré depuis 1948. Hallucinant, non ! Les services de la maréchaussée ont perdu tout sens de la mesure, à croire qu'ils pratiquent le L.S.D. ou l'héroïne.

On comprendrait alors mieux les récents propos de Marcellin contre les drogués.

Et, en attendant que le conflit entre le ministre de l'Intérieur et la police éclate — ce combat est annoncé pour la rentrée — les C.R.S. tuent le temps et cultivent leur vague à l'âme, du côté de Palavas-les-Flots ou des Sainte-Marie-de-la-Mer, en jouant de la matraque et de la grenade lacrymogène contre les campeurs à cheveux trop longs.

Espagne : côté pile et côté face

Le 11 août, la terrasse d'un hôtel de luxe de Benalmadena, près de Torremolinos, en Espagne, s'effondrait, faisant quatre morts parmi des touristes allemands et luxembourgeois, ainsi que onze blessés. Les autorités espagnoles

quête sérieuse et condamneront probablement les responsables. Car les dirigeants espagnols ne lésinent pas lorsqu'il s'agit du tourisme, il faut faire figure de gens sérieux vis-à-vis de ces millions de touristes qui, chaque année, viennent apporter des devises au gouvernement espagnol.

Mais l'Espagne des touristes n'est malheureuseent pas celle que connaissent les travailleurs espagnols. Là, le black-out le plus total est observé sur les accidents du travail, pourtant nombreux et meurtriers. Et quand les travailleurs se rebiffent, comme les mineurs des Asturies, plusieurs fois en grève pour protester contre l'insécurité des conditions de travail, c'est la garde civile qu'on leur envoie avec de la mitraille pour leur imposer silence.

Morts d'être trop exploités

La mine a encore tué ! Le 9 août, deux mineurs sont morts, sous un éboulement, à Liévin (centre d'exploitation de Lens, Pas-de-Calais).

Les accidents, les morts, ne sont pas exceptionnels, dans les mines de charbon du Nord. La presse, elle, n'en parle pas souvent largement : pour qu'elle s'y décide il faut au moins qu'il y en ait plusieurs. Mais chaque année c'est un lourd tribut que les mineurs payent à l'exploitation capitaliste.

Il y a bien sûr la silicose, et d'autres maladies, qui font que le mineur du fond, qui prend sa retraite à 55 ans théoriquement, n'a pas longtemps l'occasion d'en jouir, si même il l'atteint.

Mais il y a aussi le manque de sécurité, les boisages des galeries mal faits, ou faits rapidement. Bien sûr, ce n'est pas réglementaire, mais pour faire sa norme de production, pour toucher un salaire correct, cela devient indispensable, et la direction ferme les yeux.

Car il faut produire au maximum, même dans les pires conditions : les mines du Nord doivent fermer en 1985, et d'ici là il faut en tirer le maximum de charbon de la façon la plus rentable.

Mais cela se fait sur le dos des mineurs, et le sous-sol, miné de galeries, plus percé qu'un gruyère, s'effondre parfois, surexploité.

A chaque fois, on met en cause la fatalité et les conditions naturelles. Bien sûr, il n'est pas dit que, même si les normes de sécurité étaient respectées, même si on en inventait d'autres, les accidents, les éboulements ne se produiraient pas. Mais si les mineurs n'étaient pas dessous, ils n'en subiraient pas les conséquences.

Car il est tout de même inconcevable, à la fin du XX siècle, à l'époque de la conquête de la lune et de l'automation, d'exploiter encore de cette façon les mines, et que le mineur, en partant au travail, se demande à chaque fois s'il en reviendra !

Les intouchables

On se souvient que le 4 août les C.R.S. investissaient la plage de Palavas-les-Flots, où des jeunes faisaient du camping sauvage, puis poursuivaient ces mêmes jeunes dans les campings voisins, à coups de matraque et de bombes lacrymogènes, au nom de la défense... de la tranquillité des campeurs !

Aujourd'hui, sept de ces jeunes sont inculpés de rebellion à agents et deux autres viennent d'être jugés en audience de flagrant délit par le Tribunal de grande instance de Montpellier. Ils sont condamnés, l'un à cinq jours de prison ferme, l'autre à 1 000 F d'amende. Leur délit : ils auraient insulté un gendarme de la caserne où ils étaient gardés à vue.

La justice protège décidément bien jalousement le chatouilleux point d'honneur de ces messieurs. Dommage que rien ne protège aussi rigoureusement les jeunes et la population des abus de ces individus.

La misère chronique des hôpitaux

Dans son édition datée du samedi 14 août, « France-Soir » titrait en première page : « Les hôpitaux ont du mal à vivre pendant les vacances ». L'article qui suivait dénonçait d'ailleurs, par une série d'exemples éloquents pris dans plusieurs hôpitaux parisiens, le scandale du manque de personnel pendant les vacances. Ainsi, à l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif, où pour veiller soixante-trois malades il n'y avait que trois personnes dans un service de chirurgie générale et, où sur tout l'hôpital, les huit cent trente-sept employés partis en vacances n'étaient remplacés que par soixante-quinze personnes (ce qui fait une personne pour cinq postes vacants, sans oublier que le remplaçant n'a patiquement jamais aucune expérience ni qualification dans le métier).

Il est heureux qu'un journal comme « France-Soir » se mette quelquefois à dénoncer certains scandales dont souffre notre société. Comme le numéro du lendemain continuant l'enquête l'a indiqué, en reprenant une déclaration d'un chef de service, cette situation pendant les vacances ne fait qu'illustrer la pénurie chronique de personnel.

C'est toute l'année que le manque de personnel se fait sentir, que les aide-soignantes ou les agents font le travail des infirmières, que le ménage n'est pas fait par manque de temps, que des lits de malades sont placés dans les couloirs, que les thermomètres, les seringues, le coton, bref le matériel le plus courant manque partout. Et qu'enfin des services en sont réduits à se voler entre eux le seul tensiomètre qui existe sur un bâtiment, etc.

Le remède des hôpitaux est simple ; il suffirait d'augmenter les crédits ridicules que l'Etat consacre à la Santé. Mais cela il ne le fera pas ; on ne peut servir deux maîtres à la fois : le capital et la population laborieuse.

Spéculation, pollution, et intellectuels de gauche

LA démolition des anciennes Halles Centrales de Paris vient de commencer. A la place, il y aura une station souterraine du R.E.R., un centre commercial, des bureaux et peut-être quelques immeubles d'habitation. Le projet définitif n'est pas encore connu du public, voire du gouvernement.

Depuis deux ans que se rapprochait la démolition, dont on parlait depuis dix ans, des pavillons des Halles, une agitation considérable s'est développée à ce sujet marquée par des manifestations, la création d'un comité de défense, et de nombreuses déclarations d'intellectuels en faveur du maintien des Halles.

Tout d'abord, il n'est pas question de détruire les pavillons, certains immeubles d'habitation, extrêmement vétustes, vont tomber sous la pioche des démolisseurs, à défaut de s'écrouler d'eux-mêmes (c'est d'ailleurs le cas de temps à autre).

Les habitants du quartier, expropriés, craignent à juste titre d'être relogés, mal et cher, si ce n'est les trois à la fois. D'ores et déjà, certaines familles savent qu'elles devront quitter les lieux, et d'autres devront suivre si la rénovation du quartier continue.

Certains commerçants craignent de perdre des clients. Autrefois, ils bénéficiaient des grossistes, détaillants et travailleurs qui se trouvaient là. Maintenant que le « ventre de Paris » est parti s'installer à Rungis, il ne restait plus qu'une autre clientèle, celle des spectateurs des diverses activités culturelles qui s'abritaient sous les pavillons vacants. Eux partis, que restera-t-il ? Une nouvelle clientèle remplacera-t-elle l'ancienne ?

Une crainte justifiée

On comprend la crainte des habitants du quartier, et il va sans dire que l'on ne peut être que de leur côté face aux spéculateurs et autres promoteurs qui ne songent qu'à tirer profit sans se soucier du sort des habitants.

Ce qui a provoqué une résistance inaccoutumée au projet de démolition des Halles, c'est que précisément les pavillons en question abritent depuis des mois des activités qui vont du cirque Jean Richard aux expositions de peinture, en passant par le théâtre.

Il est certes scandaleux qu'il ait fallu le déménagement des fromages et des légumes pour qu'ils se soit trouvé un terrain libre au cœur de Paris pour les activités en question. On comprend que les artistes expropriés protestent avec la dernière énergie contre la démolition de ce qui leur tient lieu d'abri. Ils ne font pas confiance aux déclarations du ministre de la Culture, M. Duhamel, qui promet de conserver et de renouveler l'animation culturelle des Halles, et ils ont parfaitement raison de se méfier d'un gouvernement qui a souvent montré son mépris pour la culture tant qu'elle ne prend pas la forme de réalisations de prestige, à défaut de pouvoir les faire rentables.

Mais ce qui est cependant surprenant, c'est que de nombreux intellectuels de gauche ont soudain voulu voir dans les pavillons des Halles une œuvre d'art et un monument historique qu'il fallait absolument conserver.

Une beauté contestable

Il est certes vraisemblable que ce qui viendra après les Halles ne sera pas mieux et qu'on sera peut-être amené à trouver rétrospectivement moins laid ce qu'il y avait auparavant. C'est malheureusement probable. Mais ce n'est tout de même pas une raison pour sacraliser ainsi les affreux parapluies que Napoléon III avait chargé Baltard de construire pour abriter le marché central de Paris.

Tribune Socialiste, *l'organe du P.S.U., exprimait peut-être avec le plus de netteté ce point de vue en écrivant, le 22 juillet,* « qu'on redécouvrait, émerveillé, leur réelle beauté (création d'une bourgeoisie encore ascendante) comme les romantiques au XIX[e] siècle avaient redécouvert la beauté des cathédrales ».

Nous ne prétendons pas ici fixer des canons de beauté, mais nous pensons que, contrairement au dicton, des goûts et des couleurs, il faut parfois en discuter. Quant à la bourgeoisie française « encore ascendante » sous le Second Empire, cela est au moins discutable.

Cette soudaine découverte de la beauté des Halles que personne, à notre connaissance, n'avait remarquée depuis un siècle, et surtout pas les habitants, est pour le moins suspecte. En a-t-on vu beaucoup de ces amateurs d'art, qui choisissaient autrefois d'aller vivre dans l'île Saint-Louis, déménager pour aller se loger en face du pensum de Baltard ?

Si l'âge des Pavillons des Halles en fait nécessairement un monument historique, alors il existe encore quelques entrepôts et usines, dans la région lyonnaise, ou dans le Nord, pour ne citer que ces régions, qui peuvent à bon droit prétendre au titre de chefs-d'œuvre en péril !

Non, les pavillons de Baltard ne méritent aucun respect, ni pour leur valeur historique, ni pour leur qualité esthétique. La bourgeoisie française, sous le Second Empire, pouvait peut-être encore être qualifiée d'ascendante, mais son Etat n'était alors qu'une pâle copie de l'Etat d'une classe ascendante. Et c'est l'Etat qui prit, poussé par toute une coalition d'intérêts collectifs (bourgeois) et privés, l'initiative de livrer Paris à la pioche des perçeurs d'avenues assez larges et assez droites pour y tirer au canon sur les travailleurs, en même temps qu'à l'appétit des spéculateurs proches du pouvoir — ils l'ont d'ailleurs toujours été. C'est cet Etat qui prit l'initiative de la construction des Pavillons des Halles.

Et il est comique de condamner les spéculateurs et les promoteurs d'aujourd'hui en portant aux nues les croûtes de leurs confrères du siècle dernier.

La bourgeoisie montante a transformé l'économie de toute la terre mais elle a aussi couvert la planète d'une immense quantité d'horreur en métal tout comme celle d'aujourd'hui le fait avec le verre et le béton. Et il faudra bien un jour faire place nette de toutes ces usines, de tous ces entrepôts, halles et autres verrues crasseuses qui déparent la surface de la terre.

Démolissent-ils un joyau culturel ? **(Ph. A.F.P.)**

On peut certes souhaiter le maintien des Halles comme un moindre mal, et pour la défense des habitants, mais il n'est pas besoin pour cela de trouver une valeur historique ou une beauté quelconque aux pavillons de Baltard.

Des préjugés réactionnaires

Un certain nombre de préjugés courent actuellement dans l'extrême gauche qui, lorsqu'on les examine d'un peu près, se révèlent bien souvent réactionnaires. Ainsi, par exemple, il faudrait renoncer à la construction des centrales nucléaires parce que l'atome serait toujours polluant, et l'on manifeste pour empêcher la construction d'une centrale dans le Bugey. Mais l'atome n'est polluant que lorsqu'on ne prend pas de précautions, tout comme le pétrole et autres produits de la civilisation industrielle, et s'opposer au progrès, ce qui est le trales atomiques c'est finalement s'opposer au progrès, ce qui est le contraire du socialisme.

Bien des intellectuels de gauche qui protestent, à juste titre, contre la pollution dans les pays industriels se déclarent ravis de l'industrialisation des pays sous-développés, comme si cela n'entrainait pas l'extension de la pollution à Cuba où en Chine. On peut comprendre et accepter l'impérieuse nécessité qui poussent certains pays pauvres à s'industrialiser, mais cela n'a rien à voir avec le socialisme.

Sous le socialisme, il n'y aura nul besoin d'industrialiser toute la terre, comme le désirent aujourd'hui les bourgeoisies des pays sous-développés, mais seulement certaines zones sacrifiées à cet usage, et qui seront vraisemblablement les régions déjà souillées des vieux pays industriels.

Le socialisme, ce n'est pas la lutte contre le progrès, c'est la mise de celui-ci au service des hommes. Ce n'est pas non plus la conservation aveugle de tous les vestiges du passé qui déshonorent notre planète. Bien sûr, il faudra bien en garder quelques-uns en souvenir, et, pourquoi pas alors, certains exemplaires de l'architecture en métal du XIX[e] siècle, pour bien montrer la décadence précoce de la « bourgeoisie montante », mais par pitié, pas au centre de Paris !

André VICTOR.

FEUILLETON

VICKI BAUM — "LE BOIS QUI PLEURE"

La piste sans fin

(Editions Interpresse - Copyright Héritiers Vicki Baum)

Le livre de Vicgi Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, « Le Bois qui pleure » est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.

La nouvelle « Piste sans fin » a pour cadre le Brésil au milieu du siècle dernier. Elle met en scène les « seringueros », c'est-à-dire les saigneurs de caoutchouc. Ces hommes, à une époque où les plantations industrielles n'existaient pas encore, menaient dans la jungle une vie misérable à la recherche des arbres à caoutchouc qu'ils exploitaient pour le compte de grosses compagnies qui les tenaient jusqu'à la mort. Ambrosio da Costa, vacher poussé par la misère, arrive à Belém pour devenir « seringuero ». Là il rencontre Leocadia au cours d'une procession.

Il était impatient, très impatient. Chez lui, dans les plaines, il l'aurait tout simplement prise en croupe et emmenée au galop. Ici, sur ce pavé glissant, il pataugeait misérablement.

— C'est perdre votre temps, Senhor. Vous me fatiguez horriblement avec vos plaisanteries.

— J'aimerais vous fatiguer. Ne serait-ce pas agréable d'être fatigués ensemble ? Il la suivait, le cœur battant, la gorge serrée. N'ayez pas peur de moi, Senhorina, dit-il subitement. Ce n'est pas la peine d'avoir peur.

La fille s'arrêta et se mit à rire.

— Moi ? dit-elle. Moi, mais je n'ai pas peur... C'est vous, pauvre étranger, qui devriez être effrayé. Ou serait-ce que vous n'avez jamais entendu parler des mauvaises femmes des grandes villes, qui entraînent les hommes à la ruine ?

— Etes-vous une mauvaise femme ? s'écria Ambrosio, plein d'espoir. Toute devenait merveilleusement simple et facile. Si elle était une mauvaise femme, il n'y avait qu'à payer pour son plaisir sans se donner plus de mal. Il saisit l'argent dans sa poche, espérant que son prix ne dépasserait pas ses ressources.

— Oui, je suis une mauvaise femme. Dis-lui, Aloisia, combien je suis mauvaise. Mets-le en garde... je suis une mauvaise femme et je porte malheur. Elle fit signe à un fiacre qui trottinait, somnolant, sous la pluie fine.

— Et ! Cocheiro, par ici !

— Attendez, où habitez-vous ? Est-ce que je vous reverrai ? Vous ne pouvez me quitter comme ça, lui cria Ambrosio en courant après elle comme un fou, plein de la colère froide du mâle déçu. La vieille Aloisia grimpa dans la voiture et s'installa sous la capote mouillée. Leocadia hésitait, retenue par la poigne dure et ferme du cow-boy. Elle plongea son regard dans les yeux bleus d'Ambrosio et Dieu sait ce qu'elle put y voir. Quelque chose peut-être qu'elle n'était pas habituée à rencontrer dans les regards de citadins rassasiés.

— Que Dieu t'accompagne, étranger, dit-elle. Pars et oublie-moi. Retourne à ta famille, vaqueiro.

— Je n'ai pas de famille, dit-il rudement, ce qui mit Leocadia en colère.

— Je n'aime pas les menteurs, fit-elle. Ça ne m'intéresse pas d'entendre chaque fois le même mensonge. Il est dans la bouche de tous ceux qui viennent me voir quand ils ont marre de leur femme, de leur foyer et de leur maison.

— Je n'ai pas de femme. Je vous dis la vérité. Je n'ai pas de famille, répétait Ambrosio ; et ils ne plaisantaient plus ni l'un ni l'autre. — Ils sont morts, tous. J'étais fiancé à une jeune fille, elle est morte aussi. Je n'ai personne, pas de famille, ni foyer et ni maison. Je n'ai pas de femme et je ne veux pas de femme. C'est toi que je veux.

Leocadia avait toujours son pied posé sur le marchepied du fiacre et Ambrosio lui tenait encore la main.

— « Saudade »... de Cereâ ? s'enquit-elle après un silence. C'est un mot brésilien qui signifie nostalgie, et plus encore que nostalgie. C'est un mot aux résonances intraduisibles. « Saudade » ?... fit-elle, soudain gentille.

— Non, dit-il d'un air de défi.

— Et une grande solitude ?

— Non, Senhorina.

Leocadia s'assit dans la voiture, soigneusement, afin de ne pas froisser sa nouvelle robe de satin.

— Si vous le désirez, vous pouvez m'accompagner chez moi, dit-ele, hautaine. Mais ne dites pas que je ne vous ai pas prévenu. Fais place au Senhor da Costa, Aloisia. Et vous, cocher, à la rue des Anges.

Leocadia était pauvre et elle avait cette innocence durement éprouvée, mais indestructible, que l'on peut rencontrer dans les bordels, les quartiers des ports et sur les promenades. Elle avait connu beaucoup d'hommes, avait eu de l'amitié pour quelques-uns, mais n'avait jamais été amoureuse encore. Elle avait accepté de l'argent de certains et en avait donné à d'autres. Elle avait reçu dans son hamac des soldats et des marins, des marchands de caoutchouc et des ramasseurs de caoutchouc et, de leur fréquentation, elle avait acquis une connaissance limitée, mais variée du monde de l'Amazone. Elle avait été malade quelquefois, mais avait toujours guéri grâce à sa solide constitution et aussi à quelques médecines achetées au marché, des prières écrites sur du papier et attachées autour de son cou et, enfin, à l'expérience de la vieille Aloisia. Souvent battue, elle avait perdu deux molaires dans une rixe, et connu plusieurs fois la prison. Mais à travers toutes ces vicissitudes, elle avait toujours gardé son indépendance et son intégrité. Elle avait vingt-trois ans, n'avait jamais donné le jour à un enfant et ne s'était jamais donnée à aucun homme qu'elle n'eût choisi. Dès la première nuit avec Ambrosio, elle sentit qu'il était l'homme de sa vie et qu'elle n'appartiendrait plus à personne d'autre s'il la quittait.

Ils reposaient ensemble dans le hamac, la peau fine et moite de Leocadia contre la peau rude d'Ambrosio, sa tête au creux de son épaule, ses seins pressés contre ses côtes, une cuisse collée à la sienne, l'autre appuyée contre le filet du hamac en réglait le doux balancement. Ambrosio, sans le savoir, murmurait, d'une voix endormie, une petite mélodie :

O boi sirigado
O meu boi bonito

le chant éternel des plaines et de leur nostalgie :

Eh, boi, eh, boi.

Les volets de bois étaient clos et le soleil de l'après-midi, filtrant par les lames, striait leurs corps enlacés de raies jaunes et noires. De la rue montait le cri d'un marchand d'eau : « Olha a âgua ! E de primera ! Agua de Santa Maria ! » lointain d'abord, il s'amplifiait, passait sous la fenêtre, pour s'évanouir ensuite.

« Agua, Agua de Santa Maria ! »

Leocadia, les mains posées sur le dos d'Ambrosio, suivait du doigt les lignes de sa peau.

— Tu as des cicactrices, dit-elle rêveusement. Deux en forme de croix et une autre plus haut, qui est profonde, comme si quelqu'un t'avait mordu ou griffé.

— La croix, c'est où mon père — Dieu le bénisse — m'a battu avec le fouet de cuir ; le trou, c'est une corne de vache qui l'a fait.

— Est-ce que les vaches piquent quelquefois les gens ?

— Oui, ça arrive quand on leur enlève leur veau.

— Alors il est dangereux d'être un vaqueiro ?

Cela fit rire Ambrosio. — Oh non ! petite, non, non, dit-il, et il se remit à murmurer son aboio. Elle s'assit et le regarda, cherchant son visage, ses yeux, ses secrets cachés sous son air endormi. Un homme a toujours des secrets ; les siens étaient la nostalgie du sertao, cette sautade qui se glissait avec eux dans le hamac et reprenait quand ils avaient fait l'amour.

— Parle-moi de Muruça, implora-t-elle, comme elle le faisait tous les jours. Elle espérait que s'il parlait de son pays cela le débarasserait de sa nostalgie.

— le soir, avant de les conduire au corral, je les menais boire l'eau d'une mare, dit Ambrosio sans se faire prier, et le hamac se remit à balancer. Elle était noire et tranquille ; j'y pouvais voir l'étoile du soir comme dans un miroir. Alors les vaches s'enfonçaient dans la mare, elles remuaient la boue du fond et l'eau se troublait. Il y en avait une blanche tachetée de brun, c'est elle qui allait le plus avant. Et moi je pensais : la voilà qui boit mon étoile du soir. Je pouvais la voir souffler d'abord sur la surface de l'eau, ensuite y tremper son muffle et avaler l'étoile. C'est beau, le bruit des vaches et des taureaux qui boivent dans la fraicheur du soir l'eau d'un étang.

Leocadia attendit, mais rien ne vint plus.

— Mon vaqueiro, dit-elle doucement, mon Boto, demain tu seras parti

— Oui, demain je serai parti

— Y a-t-il quelque chose que tu souhaiterais avant de partir ?

— Oui, dit-il en l'empoignant par les épaules et la secouant, oui, je souhaiterais ne t'avoir jamais vue. J'aimerais pouvoir faire marcher l'horloge à l'envers et pouvoir t'oublier.

— Tu es fâché ?

— Oui, tu m'as tout gâté. D'abord tu m'as ramassé dans cette sainte procession, ensuite tu m'as rendu fou et maintenant tu m'envoies remonter la rivière avec un cœur brisé. Comment pourrais-je n'être pas fâché ?

— Ecoute, Boto, dit-elle prudemment. Nous ne sommes pas obligés de nous séparer si nous ne le voulons pas.

Il s'assit brusquement. — Je l'ai aussi pensé, je ne peux ne pas remonter la rivière si je ne le veux pas. Je peux rester à Belém. Je suis fort. Je peux trouver du travail ici et n'importe où.

— Non, Boto, non, mon stupide vaqueiro. Tu oublies que tu as emprunté de l'argent au Senhor Gunther. Tu n'est pas libre de partir ou de rester à ta guise.

— Et si je manque le bateau ? Et si je reste en ville ? Et si je ne vais pas à Santarém ?

— Alors le Senhor te fera arrêter demain par la police. Penses-tu que tu serais le premier à vouloir accepter une avance et ensuite à refuser d'aller travailler comme seringueiro ? C'est un malin le Senhor Gunther.

— Mais Sebastiao m'a dit...

— Quel Sebastiao ?

— Sebastiao Moreiro, il a récolté de la borracha pendant des années. Il connaît l'Amazone comme le fond de sa culotte, il m'a dit...

— Sebastiao Moreiro, le voleur ! Ce sale chien ! Ne sais-tu pas qu'il est un forçat échappé de la prison de Maranhao et que tu ne devais pas lui parler ? Cette gale chronique, cette peste de Sebastiao ! Ne l'écoute pas, sinon tu finiras à la prison de Sao Luis, dont il est un des habitués. Ecoute-moi.

— Je t'écoutes.

— Ecoute, Ambrioso, demain tu partiras sur le *Marajô*. Tu resteras là-bas longtemps, très longtemps. Peut-être y resteras-tu toute ta vie et ne retourneras-tu jamais à Cearâ.

— Ce n'est pas vrai. Veux-tu me rendre plus dure encore notre séparation ? Pourquoi me dis-tu que je ne reviendrai pas ?

— Parce que je t'accompagne là-bas, dit-elle presque en chantonnant tandis que se balançait le hamac. Parce que je t'accompagne, mon Boto, parce que je t'accompagne !

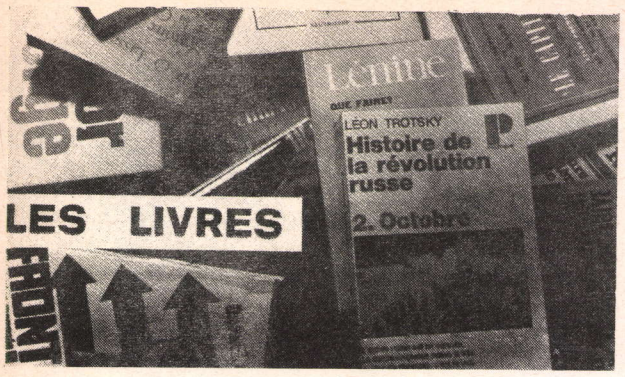
Pendant une seconde, le cœur d'Ambrosio s'arrêta de battre, puis les battements reprirent avec une violence telle qu'elle les sentit marteler sa poitrine.

— Dis quelque chose à présent, implora-t-elle.

— Que puis-je dire ? Ça ne donnera que des histoires si tu m'accompagnes, déclara Ambrosio, encore étourdi par la surprise. Tous les hommes te désireront et je devrai vivre tout le temps le couteau à la main. Je devrai me battre et tuer à cause de toi. Tu me gêneras terriblement. Il y a aussi les fièvres. Tu tomberas malade et tu mourras. La vie dans le seringal n'est pas faite pour les femmes. Attends-moi ici et je reviendrai bientôt. J'aurai beaucoup d'argent et je t'achèterai une robe de soie noire et cette petite bague avec un rubis. Je le ferai...

— Non, je viens avec toi. Je vais à Santarém, et si tu ne sais que faire de moi, je m'y rendrai quand même. Ils n'ont jamais assez de femmes en amont de la rivière. Si tu ne veux pas m'emmener, j'irai toute seule et gagnerai ma vie en faisant l'amour avec les autres seringueiros ; et, une nuit, peut-être, toi aussi tu me rendras visite. Je ne vais pas rester à Belém et pleurer mes yeux. D'abord, j'avais projeté d'entrer au couvent des Sœurs Salésiennes après ton départ, pour y prendre le voile. Mais j'ai changé d'idée, je ne suis pas prête à devenir nonne, je t'aime trop. Je me serais enfuie et j'aurais brisé mes vœux et je t'aurais rejoint et j'aurais fini en enfer. Ou me faut-il mourir ? Veux-tu que je meure, Ambrosio ?

(à suivre.)



FURIOSO

de Valdemar Lestienne

Editions FAYARD

LES trois Mousquetaires en 1940 » : ainsi nous est présenté ce roman. Voilà de quoi allécher les vacanciers qui, dans leur jeune temps, ont aimé la lecture d'Alexandre Dumas.

Qu'ils perdent tout de suite leurs illusions.

Le début est pourtant assez plaisant : les portraits des quatre mousquetaires, (car ils sont quatre, comme leurs fameux prédécesseurs), soldats de la France Libre en 1940, celui aussi d'un De Gaulle qui met au point les tics destinés à devenir célèbres (bras en V, et le fameux « je vous ai compris »), ou d'un Churchill déjà à moitié gâteux, font sourire.

Ces quatre mousquetaires sont chargés, par Churchill et De Gaulle d'aller récupérer en Allemagne le journal intime de la Reine d'Angleterre : des photos prises alors qu'elle flirtait innocemment avec... un officier allemand. L'album de photos, qu'Elizabeth cachait dans son oratoire, lui a été volé... et se trouve entre les mains de Heydrich !

Nous apprendrons plus tard que ces photos, pimentées de quelques photos beaucoup moins innocentes (mises au point en Allemagne, avec le concours d'un sosie de la Reine), doivent être déversées en tracts au-dessus de l'Angleterre par les avions allemands et servir à démoraliser le bon peuple anglais à la veille de l'invasion nazie.

Heureusement pour les Anglais, les quatre mousquetaires réussiront à récupérer ces photos, et Hitler, privé de sa principale arme contre l'Angleterre, abandonnera son projet de conquête.

On le voit, des libertés sont prises avec la vérité historique ! Cela n'aurait guère d'importance si le roman, dans sa deuxième partie, ne devenait franchement déplaisant.

En effet, les quatre héros, dès qu'ils ont le pied en Allemagne, pour inspirer confiance aux nazis, se montrent aussi féroces qu'eux : l'un tue un Arabe de ses propres mains, l'autre viole une juive, etc... Le tout bien sûr avec de grands remords intérieurs, et en expliquant à leurs victimes qu'ils ne sont pas comme les autres ! Le plus curieux, dans l'histoire, c'est que leurs victimes ont l'air de les croire !

La fleur de lys tatouée sur l'épaule de Mylady devient un chiffre : celui qui a marqué dans un camp la belle juive Maria, traître à sa race...

Le comble de l'écœurement est atteint quand l'auteur nous décrit certains raffinements de la détention de juifs, d'homosexuels, de gitans...

Dans toute cette deuxième partie, on ne « marche » plus. Plus encore, la colère gagne. L'auteur a sans doute voulu caresser la petite fibre sado-masochiste qui existe, paraît-il, en chaque lecteur. En tout cas c'est raté et révoltant.

Mais il oublie que, parce que l'horreur des camps nazis dépassait, en réalité, toutes les fictions qu'il pouvait inventer, parce que les souvenirs de cette époque étaient encore proches et vivaces, le lecteur ne se laisserait pas prendre au jeu.

Ne vous laissez donc pas prendre à la publicité faite autour de ce roman, vous le regretteriez !

Sylvie FRIEDMAN.

Cinéma

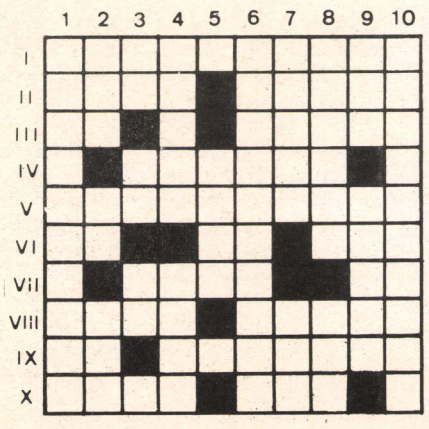
L'HOMME DE LA LOI

LE héros du film (Burt Lancaster) est un shérif dur et taciturne qui ne vit que par et pour la loi. Aussi se lance-t-il à la recherche d'une bande de cow-boys qui, un soir d'ivresse, ont tué, sans même s'en apercevoir, un vieillard. Bien décidé à aller jusqu'au bout, notre héros arrive donc dans la ville où résident habituellement ces turbulents vachers. Là il va apprendre que le patron des hommes qu'il recherche est le plus gros propriétaire terrien de l'endroit (Lee J. Cobb) et qu'il tient dans sa main toute la ville, y compris le shérif (Robert Ryan), un ancien tireur d'élite retiré des affaires. Mais notre homme n'a qu'une idée en tête : malgré tous les obstacles et les embûches, faire juger les hommes qu'il poursuit... ou bien les abattre. C'est d'ailleurs ce qui arrivera. Et le film se terminera dans un affreux bain de sang dont notre justicier sera le principal responsable.

Comme on le voit, le scénario est sans trouvailles et pas très original. Mais le film est bien charpenté et se laissera voir sans déplaisir par les amateurs de western.

Malgré tout, le fait que le réalisateur ait absolument tenu à mêler les problèmes psychologiques aux coups de revolvers et nous montrer des personnages ni vraiment bons ni vraiment mauvais nous fait un peu regretter les western classiques ou encore les westerns « spaghettis » où les héros ne se prenaient pas au sérieux, étaient sans doute plus schématiques... mais combien plus distrayants.

J.L.



HORIZONTALEMENT. — I. Sans parti ni frontières. — II. Epineuse - Vont avec les camées. — III. Personnel - Et Tintin ! — IV. En Italie, c'est fini. — V. Ni trop ni trop peu. — VI. Aux deux extrémités du toit. — Publique mais peu secourable. — Certain. — VII. La santé aux armées (américaines) - Possessif. — VIII. Début du problème - Souvent plus beau que ce qu'il renferme. — IX. Lu à l'envers - Ville bretonne. — X. Prénom - Existe.

VERTICALEMENT. — 1. Un goût ; mais pas forcément du goût. — 2. Après lui, le déluge - Note - Ville historique. — 3. Champion - Consonne doublée - Pronom. — 4. Ecueil - S'achemina. — 5. Dis non. - Ceux de l'autre ont sûrement la tête à l'envers. — 7. Fit comme les autres - De bas en haut : fin de citation. — 8. Les derniers endroits où l'on cause - Filet. — 9. De bas en haut : une part du tout - Epice. — 10. Comme la végétation tropicale.

SOLUTION DU NUMERO 153

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	C	O	R	A	T	I	O	N
II	A	N	A	T	O	M	I	S	T	E
III	N	E	G	A	T	I	F	■	E	T
IV	G	R	E	■	U	T	■	A	R	T
V	E	V	■	P	R	I	E	R	■	E
VI	R	A	L	L	I	E	M	E	N	T
VII	E	N	T	E	E	■	I	N	N	E
VIII	U	T	■	I	R	I	S	E	■	S
IX	S	E	I	N	S	■	E	S	T	■
X	E	S	T	E	■	O	S	■	A	S

IRLANDE :

Quel avenir pour l'Ulster ?

Les illusions sur la « neutralité » de l'armée anglaise n'ont pas duré bien longtemps. (Ph. U.P.I.)

CETTE fois, ce n'est pas protestants et catholiques qu'a opposés l'émeute qui a mis l'Irlande du Nord à feu et à sang la semaine passée. C'est un soldat britannique qui, confondant les pétarades d'un camion avec un bruit d'arme à feu, a tué d'une balle le chauffeur et père de six enfants, provoquant ainsi les soulèvements dont Belfast a été le théâtre et la sauvage répression qui s'en est suivie.

Aussi, une nouvelle fois, l'armée anglaise est apparue, de façon éclatante, dans son véritable rôle : non pour jouer le rôle d'arbitre et apaiser les querelles, comme le croyaient les catholiques eux-mêmes au début, mais bel et bien pour écraser tout mouvement insurrectionnel, pour assurer la loi et l'ordre britannique en Ulster.

Cette fois-ci l'armée anglaise a décidé de frapper un grand coup. Et tandis que le gouvernement d'Irlande du Nord rétablissait l'internement administratif, ce qui lui permet d'arrêter pour une période indéterminée n'importe qui, sans aucun motif, et sans promesse de jugement, les soldats britanniques investissaient quartier par quartier les ghettos catholiques, détruisant, brutalisant voire tuant sur leur passage.

On ne sait pas encore si l'arrêt des combats à la fin de la semaine passée n'est qu'une simple pause ou s'il marque la défaite des combattants catholiques qui peuvent difficilement résister longtemps à l'écrasante supériorité des troupes britanniques sur le plan militaire. L'Angleterre toutefois n'est plus de taille à « ignorer » le problème irlandais et à tenir tête à la rébellion. Elle devra un jour ou l'autre renoncer à dominer l'Irlande du Nord. Seuls les liens géographiques et culturels lui ont permis de garder si longtemps l'Ulster sous sa domination. A plus ou moins brève échéance, on peut donc envisager l'indépendance complète de l'Irlande du Nord.

Mais qu'adviendrait-il alors de l'Ulster définitivement séparée de la Grande-Bretagne ? Irait-on vers une réconciliation entre protestants et catholiques ? Car enfin la grande majorité des protestants qui se battent avec tant d'acharnement pour conserver leur situation de « privilégiés » ne sont-ils pas eux aussi des fermiers, des ouvriers, de petites gens qui n'ont souvent pour tout « privilège » que celui d'être en tête sur les listes de chômeurs ou de demandeurs de H.L.M. ?

Catholiques et protestants, hélas, sont également tombés dans le piège créé par l'Angleterre, et chaque communauté s'obstine à rendre l'autre responsable de la situation, oubliant ainsi que les Anglais, appliquant leur vieille devise « diviser pour régner », sont en réalité à l'origine de cette guerre civile. Et il est probable que le départ de l'Angleterre n'améliorerait pas les rapports entre catholiques et protestants. Ces derniers savent trop bien qu'une fois les Anglais partis, ils n'auront plus qu'à partager la même misère avec les catholiques, encore heureux, lorsque certains voudront émigrer en Angleterre, si on ne leur claque pas la porte au nez sous prétexte qu'il n'y a de place dans ce pays que pour les sujets britanniques...

« L'ordre Orange, c'est comme le Ku-Klux-Klan », disait un témoin irlandais ; c'est vrai que la hargne des protestants, les fanfaronnades de Ian Paisley rappellent douloureusement la réaction des petits blancs misérables du Sud des Etats-Unis lorsque l'abolition de l'esclavage n'a fait que révéler leur propre misère et la vanité de leurs privilèges de « blancs ».

Irait-on vers une économie plus florissante, et le nombre des chômeurs irait-il en diminuant ? Ce n'est guère plus probable. Les plus grandes industries de l'Ulster, chantiers navals et ateliers de construction ferment leurs portes les unes après les autres. Quant au reste de l'industrie, il se compose en grande partie de capitaux étrangers, dont les bénéfices, bien entendu, ne vont pas à l'Ulster.

Mais surtout, car c'est là finalement le plus important, vers quel régime politique s'acheminerait le nouvel Etat ? De cela, aucun des différents mouvements nationalistes irlandais ne parle précisément. Ce qu'ils veulent, c'est se libérer du joug britannique, avoir un Etat bien à eux. Mais est-ce pour avoir le même type de gouvernement que celui de Dublin ? Ou même, comme c'est le plus vraisemblable, pour décréter le rattachement pur et simple de l'Ulster à l'Irlande indépendante ? Quelle grande victoire cela serait pour les Irlandais du Nord, d'avoir leur gouvernement à Dublin, un gouvernement parmi les moins démocratiques d'Europe, qui impose la censure sur la presse, qui fait participer le clergé à tous les organismes d'Etat et qui, il n'y a pas si longtemps, faisait emprisonner les membres de l'I.R.A. (l'armée républicaine irlandaise).

Voilà, hélas, vers quoi s'achemine l'Ulster. A moins que ne s'élèvent parmi les ghettos, parmi les combattants des communautés catholiques, des voix pour dénoncer cette autre oppression que les Irlandais du Nord s'apprêtent à subir, et pour tenter de bâtir une Irlande vraiment libérée de tous les exploiteurs. Jusqu'à présent, il faut bien le dire, personne n'a tenu un tel langage, à quelques exceptions individuelles près. Ceux-là même qui se disent marxistes et socialistes, en Irlande comme en Grande-Bretagne, n'ont fait jusqu'alors que soutenir aveuglément la lutte des Irlandais catholiques, pensant que le combat de rue pouvait tenir lieu de programme politique. En se refusant à voir la réalité de la situation irlandaise, ceux qui dirigent la lutte des catholiques irlandais préparent bien des lendemains qui déchantent.

Hélène DURY.

CHILI :

La perte des illusions

IL n'y a que dix mois environ qu'Allende, candidat de l'Unité Populaire, s'asseyait dans le fauteuil présidentiel chilien, le 19 octobre 1970. Soutenu par six partis politiques depuis les communistes jusqu'aux démocrates-chrétiens de gauche, il bénéficiait de surcroît d'un large soutien populaire. Sa popularité, il la devait à l'espoir qu'il avait su faire naître dans la population travailleuse chilienne en lui annonçant des réformes sociales, une amélioration de son sort misérable, une lutte contre les grands trusts nord-américains, etc.

La récente grève des mineurs de cuivre vient de faire la preuve qu'une fraction au moins de la classe ouvrière chilienne n'était pas dupe de sa politique.

Le 1er juillet, les mineurs du cuivre d'El Salvador, forts des promesses d'un gouvernement qu'ils avaient contribué à installer au pouvoir, se mettaient en grève pour obtenir une importante augmentation de leurs salaires, entre autres revendications. Le 9 août dernier, ils refusaient toujours les 33 % d'augmentation que leur proposait le gouvernement et revendiquaient 36 % immédiatement. Ce n'est que le 13 août, un mois et demi après le début de leur lutte, qu'ils acceptaient de reprendre le travail.

Les mineurs chiliens ne vivent pas de promesses. (Ph. U.P.I.)

Cette grève peut être considérée comme la première véritable crise politique du régime chilien. Elle a d'ailleurs entraîné un remaniement ministériel et le désistement d'une certaine fraction de la gauche chrétienne. Cette grève marque la fin de l'ère des illusions pour la classe ouvrière chilienne, ou du moins pour sa fraction la plus combative et la plus consciente, celle qui vient de se battre pour que les promesses d'Allende, chef d'un gouvernement que certains qualifient de « socialiste », passent des mots dans la réalité.

Et Allende, en montrant les limites du soutien qu'il apporte aux revendications de la classe ouvrière chilienne, vient aussi de lui indiquer la seule voie dans laquelle elle ne peut se laisser berner : si les travailleurs chiliens veulent obtenir satisfaction et sortir de la misère, c'est par la lutte, et non par un vote ou par les vertus d'un homme « providentiel » qu'ils l'obtiendront.

C'est peut-être à cause de cette leçon que l'Humanité, *si élogieuse envers Allende au moment de son élection, fut si discrète durant toute la grève des mineurs d'El Salvador.*

Lucienne PLAIN.